



GÉO & POLITIQUE

Turquie : les limites d'un modèle

L'autoritarisme du premier ministre Erdogan suscite un gros malaise



Les couleurs du passé

Photoreportage : saisir un village de l'Indonésie d'aujourd'hui dans des teintes d'hier. SUPPLÉMENT



TÉLÉVISIONS

Eric de Barahir, le flic scénariste

Rencontre avec le commissaire qui collabore à « Engrenages » SUPPLÉMENT

Dimanche 6 - Lundi 7 novembre 2011 - 67^e année - N°20775 - 1,50 € - France métropolitaine - www.lemonde.fr

Fondateur : Hubert Beuve-Méry - Directeur : Erik Izraelewicz

Les résultats décevants du G20 contrarié de Sarkozy

■ Le chef de l'Etat n'a pas obtenu, à Cannes, les « résultats concrets » promis. Il a reçu les félicitations de Barack Obama. Il décidait, samedi à Paris, d'un nouveau plan de rigueur

Ce devait être le point d'orgue international de la présidence Sarkozy. Avec la crise grecque, l'actualité internationale en a décidé autrement. Président du G20 pour l'année, M. Sarkozy a consacré l'essentiel des deux journées du sommet de Cannes à la crise européenne. Le communiqué publié à l'issue du G20 contient quel-

ques avancées, rares et timides, sur la régulation de la finance mondiale. Après avoir imposé la rigueur à Athènes et à Rome, le président français doit décider, samedi à Paris, de nouvelles mesures d'austérité. ■

Lire pages 8, 11 et 18, l'entretien avec Christine Lagarde page 12 et le récit du sommet page 16

Les « cumulards » des médias

■ Journalistes « multicartes », ils sont partout et ont un avis sur tout Supplément



A Cannes, le festival des nouvelles puissances

Rôle de monde que celui-là, où les représentants des plus grandes économies de la planète sont figés devant un écran de télévision pour suivre un débat parlementaire en Grèce – comme si le sort de la croissance mondiale dépendait d'un pays méditerranéen de moins de 22 millions d'habitants!

La scène a eu lieu jeudi soir à Cannes, alors que le premier ministre grec, Georges Papandréou, s'expliquait devant son Parlement. Le sommet du G20, dont les membres représentent près de 90 % de la richesse mondiale, était suspendu à l'un des énièmes épisodes du pathétique feuilleton grec...

Pour être surréaliste, la scène n'en recelait pas moins les deux enseignements principaux de ce sommet du G20. Première leçon : jamais l'Europe n'a semblé aussi

affaiblie parmi les autres puissances ; jamais elle n'a paru être à ce point installée dans le rôle du grand malade de l'heure.

La zone euro a été incapable, depuis bientôt deux ans, de régler la question de la dette souveraine grecque. Elle n'a pas su éviter les effets de contagion – qui touchent aujourd'hui l'Italie. Elle a été impuissante à empêcher la diffusion d'un climat de défiance qui pèse sur la conjoncture. Tout cela a illustré de gra-

Editorial

ves dysfonctionnements de l'union monétaire.

La gestion de cette interminable crise revient au seul tandem franco-allemand. Le couple Nicolas Sarkozy – Angela Merkel est au centre de tout. Comme si plus

aucune instance communautaire n'existait. C'était peut-être inévitable, et les qualités de l'« équipe Merkozy » ne sont pas ici sous-estimées. Mais c'est malsain, profondément : une union monétaire à dix-sept ne peut pas fonctionner comme cela.

C'est ce que les représentants des autres pôles de puissance économique de la planète ont dit aux Européens à Cannes – quelquefois non sans condescendance. En gros, chers Européens, mettez de l'ordre dans vos affaires.

Mais la critique n'avait pas le même poids selon qu'elle venait du Nord ou du Sud. C'est le deuxième enseignement de ce sommet. Il a consacré comme jamais la nouvelle carte de la géo-économie mondiale.

Barack Obama représentait à Cannes un pays qui n'est pas en meilleur état que l'Europe. Il était

là les poches vides, endetté lui aussi, et bien en mal d'apporter une aide à ses alliés européens. Pas même capable, à Washington, de faire voter son plan de relance de l'emploi...

Les vedettes de la Croisette étaient les grandes économies émergées, à commencer par la Chine. Nouveau paysage financier mondial : la dette est au Nord, les ressources au Sud. Le banquier du G20, c'est le président Hu Jintao, celui que les Européens sollicitent pour le sauvetage de l'euro.

Cela pourrait se faire en février, par l'intermédiaire du Fonds monétaire international. La Chine en est actuellement le troisième actionnaire ; elle pourrait en devenir le deuxième derrière Washington. Et consacrer ainsi sa place dans la nouvelle économie mondiale. ■

Le juge Costa ou le défenseur des libertés en Europe

Justice Jean-Paul Costa quitte la présidence de la Cour européenne des droits de l'homme. Entretien. P. 10

Jean-Noël Guérini s'accroche à Marseille et fanfaronne

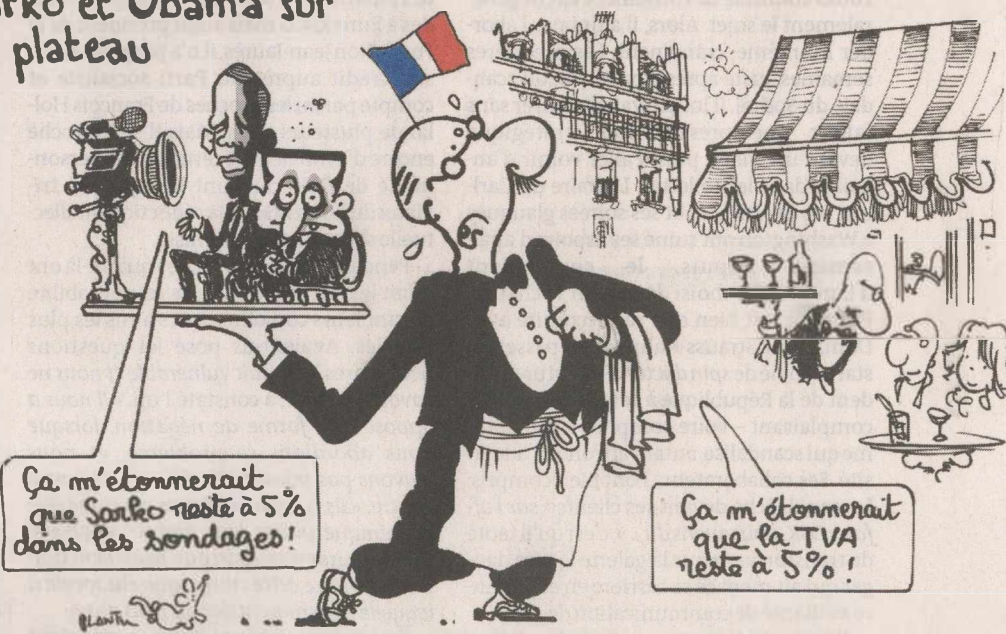
Politique Le président du conseil général des Bouches-du-Rhône refuse de démissionner, comme le lui demande le PS : « Je me battraï et mourrai socialiste. » P. 7

En Colombie, la mort du chef de la guérilla

Les autorités de Bogota ont annoncé que le chef des FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie), Alfonso Cano, avait été tué, vendredi 4 novembre, dans des combats avec l'armée. C'est un coup de plus porté à une guérilla sur la défensive. ■

Lire page 3

Le regard de Plantu Sarko et Obama sur un plateau



AU CINÉMA LE 9 NOVEMBRE
NOCES ÉPHÉMÈRES
Rue 89 Le Monde fip
WWW.JUPITER-FILMS.COM

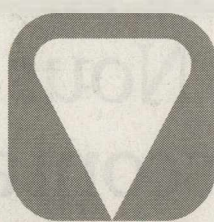
MASCARADES ET CARNAVALS
05 / 10 / 11 - 15 / 07 / 12
de 11h à 19h, sauf le mardi et le jeudi

MUSEE DAPPER
35 bis, rue Paul Valéry
75116 Paris
Tél. : 01 45 00 91 75
www.dapper.com.fr



En hausse

RBS – La banque britannique, nationalisée fin 2008, a annoncé, vendredi 4 novembre, être repassée dans le vert au troisième trimestre : le bénéfice net a atteint 1,22 milliard de livres (1,4 milliard d'euros), contre une perte de 1,14 milliard de livres un an plus tôt.



En baisse

LE PHOTOVOLTAÏQUE – L'entreprise Photowatt, basée à Bourgoin-Jallieu (Isère), est en dépôt de bilan et va faire l'objet d'une demande de procédure de mise en redressement. Le comité d'entreprise a été informé, vendredi 4 novembre par ATS, la maison-mère, basée au Canada.

975,46

millions de dollars, soit 707,8 millions d'euros. Telle est la somme que réclame à BNP Paribas le liquidateur chargé de récupérer des fonds pour les victimes de l'escroc Bernard Madoff, accusant la banque française de recel.

LA CRISE DE LA DETTE

Au G20, la zone euro laissée seule à ses tourments

Les États-Unis comme les grands pays émergents rechignent à apporter leur aide financière à l'Europe

Cannes
Envoyé spécial

Une humiliation et une grande solitude : voici ce que la zone euro et Nicolas Sarkozy, qui présidait le G20 pour la dernière fois, ont vécu durant le sommet conclu à Cannes vendredi 4 novembre. En remettant en cause, par son projet de référendum, l'accord de Bruxelles du 27 octobre destiné à sauver son pays, le premier ministre grec a démolé la belle ordonnance du G20. Et la crédibilité retrouvée de la zone euro y a fait long feu.

Dilma Rousseff entend n'utiliser qu'avec précaution les réserves de son pays amassées « à la sueur du peuple brésilien »

Que l'Europe se débrouille d'abord seule ! Telle était en filigrane la ligne des prises de position des grands de ce monde. Avec condescendance, Barack Obama a estimé que la zone euro était « en mesure d'être à la hauteur » de ses difficultés financières. Le président mexicain, Felipe Calderon, a conseillé de prendre exemple sur son pays, qui avait bénéficié de prêts préventifs du Fonds monétaire international (FMI) de 72 milliards de dollars pour faire reculer la spéculation durant la crise de 2008.

Dilma Rousseff, la présidente brésilienne, a résumé le sentiment de ses collègues émergents des « BRICS » (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) en déclarant qu'elle n'avait « pas la moindre intention » de financer le Fonds européen de stabilité financière (FESF). « Pourquoi devrions-nous le faire, si les Européens le font ? », a-t-elle demandé malicieusement.

Elle entend n'utiliser qu'avec précaution les réserves de son pays amassées « à la sueur du peuple brésilien ». Comme le président chinois Hu Jintao ou le président russe Dmitri Medvedev qui ne comprennent goutte aux subtilités du FESF, elle veut jouer la sécurité et ne passer que par le FMI pour aider éventuellement les Européens.

Après tout, ceux-ci faisaient



Barack Obama et Nicolas Sarkozy lors du sommet du G20 à Cannes, vendredi 4 novembre. KEVIN LAMARQUE/REUTERS

naguère la leçon aux pays du Sud malades de leurs dettes. Il n'est que justice qu'ils pointent au guichet du Fond et en subissent les rudes conditions. A preuve, la mise sous surveillance d'une Italie qui n'arri-

ve pas à convaincre que ses économies et ses réformes ne sont pas des trompes-l'œil.

Le coup de pied de l'âne est venu d'un Européen, le premier ministre britannique David Cameron. Il

Renforcement de fonds propres pour 29 banques

Les vingt-neuf plus grandes banques du monde, dont quatre françaises (BNP Paribas, Société générale, Crédit agricole et BPCE), feront l'objet d'un contrôle accru de la part des autorités de régulation. Les dirigeants du G20 ont confirmé, vendredi 4 novembre, leur intention de durcir les exigences en capital imposées aux banques dites d'importance « systémique », dont la faillite pourrait déstabiliser l'économie mondiale.

Le principe en avait été arrêté en juillet par le Comité des régulateurs de Bâle pour éviter une nouvelle crise bancaire et, le cas échéant, un appel aux fonds publics. Ces 29 banques devront porter leur niveau de capitaux propres entre 8 % et 9,5 % de leurs engagements, au lieu des 7 % réglementaires, d'ici à 2013. Elles devront se doter d'un plan de démantèlement de leurs activités, en cas de faillite, pour faciliter la tâche des régulateurs.

s'est félicité des progrès de la zone euro dans la résolution de sa crise, tout en reconnaissant que le Royaume-Uni « préparait des plans » pour faire face à une possible disparition de l'euro.

Au cours de sa conférence de presse finale, Nicolas Sarkozy s'est échiné à convaincre que le bilan de Cannes était supérieur aux attentes. Et ce même si, le 24 janvier dans son discours d'inauguration de la présidence française du G20, il promettait « d'ouvrir les chantiers de fond qui ne peuvent plus attendre, de façon à être en mesure de présenter des résultats concrets à une opinion publique de plus en plus impatiente ».

Vendredi, M. Sarkozy s'est félicité de la mise à l'index de onze pays qualifiés de « paradis fiscaux », dont la Suisse et le Lichtenstein,

alors que le président français avait dû menacer de quitter le sommet de Londres pour que l'on mentionne pudiquement dans le communiqué ce que l'on appelait alors des « juridictions non-coopératives ».

Le communiqué de Cannes ne parle-t-il pas pour la première fois de la possibilité de taxer, dans quelques pays et « dès 2012 », les transactions des « acteurs financiers qui ont conduit le monde dans les travers que nous connaissons » ? L'agriculture – « dont on ne parlait jamais au G20 » – ne se voit-elle pas promue au rang de priorité ?

Le président s'est aussi félicité que, pour la première fois, patrons et syndicats aient formulé des propositions communes pour que l'emploi ne soit plus exclu du G20. « La croissance n'est pas incompatible avec la protection sociale », a-t-il

souligné, puisque les vingt pays les plus développés de la planète s'invitent mutuellement à instituer un socle de sécurité sociale adapté à leur stade de développement et à ratifier les huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT).

Les rares applaudissements sont venus de la sphère associative pour sa défense de financements innovants en faveur du développement, mais surtout du monde du travail pour cette considération toute neuve pour le social. Mais la société civile espère que le Mexique, qui assure pour un an la présidence du G20, poussera vigoureusement cette institution sans secrétariat permanent vers une plus grande solidarité économique, environnementale et sociale. ■

ALAIN FAUJAS

M. Obama fait des cadeaux à M. Sarkozy, mais pas à l'Europe

On aurait dit le départ d'une nouvelle idylle, après les débuts ratés de 2009. Oubliés les agacements de Nicolas Sarkozy pour l'absence de leadership américain, remis les soupirs de la Maison Blanche sur l'absence de fiabilité des Français. « Vive la France », a lancé vendredi 4 septembre Barack Obama – en français – devant l'hôtel de ville de Cannes, où avait été organisée à la hâte une célébration de l'alliance franco-américaine, en présence de militaires des deux pays ayant participé aux opérations en Libye.

Comme il l'avait fait à Londres, fin mai, lors de sa tournée de redécouverte des vertus de l'Europe, M. Obama a fait pleuvoir sur son hôte des éloges appuyés. Son « leadership extraordinaire » sur la Libye, sa capacité de travail, son « énergie »... M. Sarkozy n'a pas été en reste. M. Obama est « un hom-

me avec qui on peut parler », a-t-il dit lors de l'interview à TF1 et France 2. « C'est un homme qu'on peut convaincre, un homme courageux. » « Grâce à vous, les États-Unis sont de nouveau aimés et respectés », a-t-il assuré. « Dans nos sociétés, la diversité est considérée comme une force, a répondu l'Américain. Vous pouvez devenir président même si votre nom est Obama ou Sarkozy. »

« Des idées et l'expérience »

Côté G20, les cadeaux ont été moins nombreux. Les Américains n'ont publiquement dit non à rien, ni à la taxe sur les transactions financières, qu'ils continuent à désapprouver mais de manière si polie que M. Sarkozy s'est extasié du progrès : « Il est le premier président des États-Unis qui fait un pas vers la taxation des acteurs financiers ! » Ni au « véhicule spécial » qui devait accueillir

des contributions pour le Fonds européen de stabilisation financière (FESF). « Il y a du pour et du contre dans toutes les solutions », a dit Mike Froman, le sherpa de M. Obama.

Finalement, l'Europe au bord du gouffre a dû se contenter d'encouragements. Interrogé pendant sa conférence de presse sur ce que sont prêts à faire les États-Unis pour aider la zone euro, M. Obama a offert sa « sympathie pour ses collègues européens ».

Il a rappelé qu'il avait institutionnalisé le G20, à Pittsburgh en 2009, pour traiter de ce genre de problèmes. « L'une des choses les plus importantes que je puisse faire pour [l'Europe] est d'assurer la croissance de l'économie américaine », a-t-il ajouté dans l'interview télévisée. Selon ses conseillers, les États-Unis ont aussi offert « idées » et « expériences » tirées de la crise de l'automne 2008.

Surtout, le président estime qu'il s'agit d'une crise qui ne peut être résolue que par les dirigeants européens eux-mêmes, et que l'Europe a la « capacité » financière suffisante : « Il est important de faire passer le signal que le projet européen est vivant et se porte bien et que les dirigeants sont attachés à l'euro. »

Dans l'atmosphère dramatique du G20, M. Obama a paru décontracté, enfilant blague sur blague : « Merci pour votre merveilleuse hospitalité et pour le beau temps ! », a-t-il lancé aux Cannois après avoir écouté les hymnes français et américains, tête nue sous une pluie battante. Mais dans les coulisses, son secrétaire au Trésor Timothy Geithner a eu nombre d'entretiens et réunions, notamment avec son homologue chinois. ■

CORINE LESNES
(CANNES, ENVOYÉE SPÉCIALE)

**DIMANCHE
6 NOVEMBRE À 18 H 10**

Internationales

DIDIER REYNERS
VICE-PREMIER MINISTRE BELGE
ET MINISTRE DES FINANCES

www.tv5monde.com

Xavier Lambrechts (TV5MONDE), Bruno Daroux (RFI),
Benoît Vitkine (Le Monde)

DIFFUSION SUR LES HUIT CHÂÎNES DE TV5MONDE, EN DIRECT
SUR LES ANTENNES DE RFI ET SUR INTERNATIONALES.FR

TV5MONDE et **rfi** avec **Le Monde**

LA CRISE DE LA DETTE

La droite grecque refuse d'entrer dans un gouvernement de coalition

Georges Papandréou a obtenu un vote de confiance au Parlement mais devrait se retirer

Athènes
Correspondance

Le premier ministre grec Georges Papandréou a évité l'humiliation suprême. Les députés de son parti, le Pasok, lui ont accordé la confiance – en espérant qu'il parte – dans la nuit du vendredi 4 au samedi 5 novembre.

« Samedi, je vais rendre visite au président de la République pour que nous nous mettions d'accord sur la composition d'un gouvernement de consensus et de savoir qui va le diriger », a déclaré M. Papandréou à la tribune du Parlement.

Tout doit aller vite. « Il faut que le pays soit représenté de façon crédible », à la réunion de l'Eurogroupe, lundi, a prévenu le ministre des finances Evangelos Venizélos, considéré comme un possible successeur.

Une dernière fois, les députés du Pasok ont fait rang autour de M. Papandréou, lui permettant d'obtenir la confiance (153 voix pour et 145 voix contre). Ils lui ont même accordé deux *standing ovations*, à son arrivée dans l'Hémicycle et à la fin d'un long discours, où il a justifié ses initiatives gouvernementales, y compris le référendum qu'il a mis à terre.

« Il faut tourner la page »

Les voix dissidentes qui s'étaient exprimées au cours de cette folle semaine sont rentrées dans le rang après l'abandon de l'idée de référendum et l'annonce d'un gouvernement de coalition, dont ils ont compris que M. Papandréou ne prendrait pas la tête.

Le premier ministre n'a cependant pas annoncé sa démission et certains commentateurs s'interrogeaient sur ses intentions. « Si je ne reste pas au pouvoir, je vais rester parmi ceux qui servent l'intérêt national et c'est pourquoi je suis en faveur d'une coopération nationale », a-t-il dit, avant d'ajouter : « Il faut tourner la page, il faut aller de l'avant, arrêter les confrontations. » A la fin de son discours, il s'est dirigé vers les bancs du gouvernement pour saluer son minis-

tre des finances, Evangelos Venizélos. Une poignée de main qui ressemblait à un passage de relais.

Le vice-premier ministre semble tenir la corde pour diriger ce gouvernement provisoire de coalition, dont il a fixé les grandes lignes à la tribune : « Le gouvernement de coalition élargi qui doit être formé devra préserver la crédibilité internationale et assurer le versement rapide de 30 milliards d'euros pour recapitaliser les banques grecques », a déclaré M. Venizélos. Ses autres missions seront de valider le budget et de conclure les pourparlers sur la participation du secteur privé à la réduction de la dette grecque. Il s'est déclaré en faveur d'élections qui ne pourront pas intervenir avant la fin février.

Le principal parti d'opposition, Nouvelle Démocratie (droite), ne devrait pas participer à ce gouvernement. Son leader, Antonis Samaras a répété son antienne : « Une seule solution, les élections. » Il était favorable à un gouvernement de transition chargé de ratifier l'accord sur le nouveau plan d'aide européen du 27 octobre et d'organiser des élections, dans les six semaines. Une perspective jugée trop risquée, alors que la « troïka » (Commission européenne, Fonds monétaire international et Banque centrale européenne) n'a pas versé les 8 milliards d'euros de la sixième tranche du prêt de 110 milliards d'euros décidé en 2010.

Avec qui va gouverner le Pasok pendant quatre mois ? Le Parti communiste et l'extrême gauche ne souhaitent pas faire partie de la nouvelle équipe. Il ne reste que l'Alliance démocratique de Dora Bakoyannis, qui a été exclue de Nouvelle Démocratie parce qu'elle avait voté en faveur du Mémoirendum. Et le parti d'extrême droite parlementaire, le Laos (« peuple » en grec). Son leader George Karatzaferis, qui a voté en faveur du Mémoirendum, s'est montré ouvert à condition d'avoir « un premier ministre fort », ce qui exclut M. Papandréou. ■

ALAIN SALLES

M^{me} Lagarde : « Nous soumettrons l'Italie de Silvio Berlusconi au test de la réalité »

La directrice générale du FMI estime qu'un cercle économique « vicieux » s'est installé

Entretien

Cannes
Envoyés spéciaux

Christine Lagarde, directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), juge que son institution a obtenu du G20 le plan d'action et les moyens requis pour affronter une configuration économique mondiale qu'elle qualifie de dangereuse. **N'avez-vous pas mis l'Italie sous tutelle politique ?**

C'est l'Italie qui a demandé notre expertise. Son président du conseil ne souhaitait pas un programme classique du Fonds. Il s'est dit : « Je me suis engagé à réaliser des efforts et à mettre en place des réformes, mais les marchés ne me croient pas. Je demande qu'un tiers indépendant démontre la véracité de ce que j'avance. »

Vous crédibiliserez Silvio Berlusconi ?

Nous le soumettrons au test de la réalité.

Est-ce que le report des nouveaux moyens financiers pour le Fonds européen de stabilité financière (FESF) n'est pas dommageable ?

C'est à lui de mettre en œuvre les décisions de l'accord de Bruxelles du 27 octobre. Il a décidé d'accélérer le pas pour pouvoir solliciter une augmentation de ses moyens auprès des Etats et des acteurs privés. Nous travaillons avec lui sur les pays européens, mais le FMI ne prête qu'à des Etats.

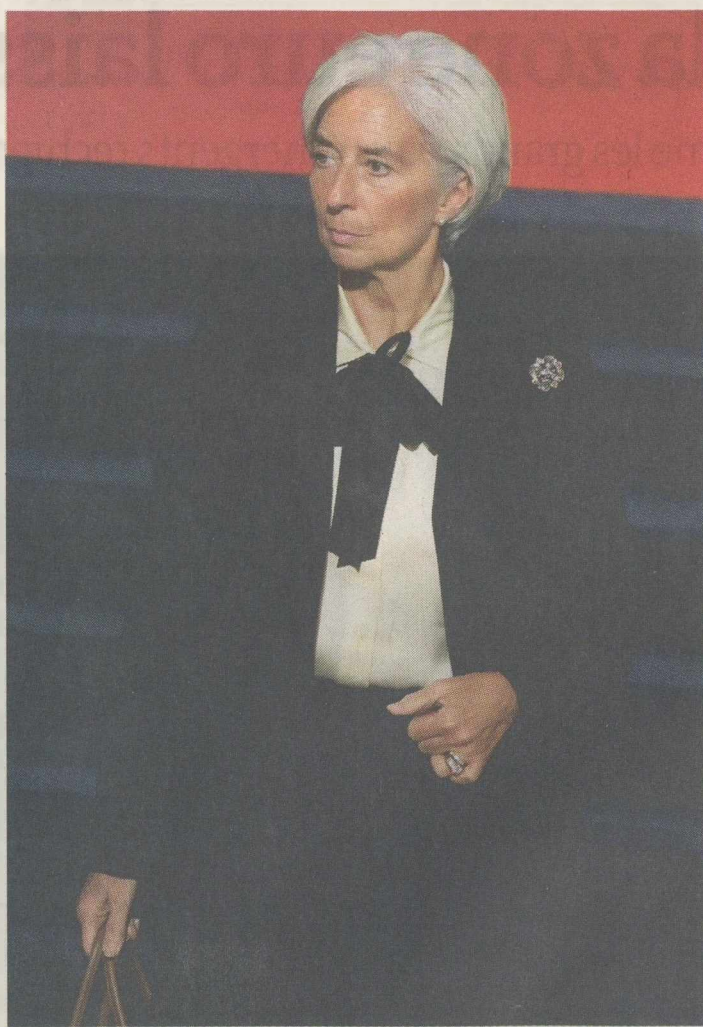
Les droits de tirage spéciaux (DTS) des pays européens seront-ils placés dans ce Fonds ?

Ils ont la faculté de le faire.

La Grèce s'en sortira-t-elle ?

Laissons retomber la poussière des événements de ces derniers jours. Il nous faut plus de clarification politique pour pouvoir poursuivre nos déboursments et nos programmes.

Mais la Grèce ne sera-t-elle pas à court d'argent mi-décembre ?



THOMAS COEX/AFP

Elle aura clarifié sa situation politique d'ici là. **Peut-on éviter une nouvelle récession ?**

Nous nous trouvons dans une configuration dangereuse où se combinent des prévisions de croissance révisées à la baisse et des taux de chômage jamais atteints, même si l'on constate une éclaircie aux Etats-Unis. Un cercle vicieux s'est installé, fait de croissance réduite, de rééquilibrage budgétaire qui freine la reprise et d'indécision politique. Ce G20 a eu le mérite de montrer une détermination collective pour rééquili-

brer les politiques, grâce à un cadre pour la croissance validé par ses vingt membres et doté d'un plan d'action.

La Chine, qui dispose d'excédents, en fait-elle assez pour soutenir la conjoncture ?

La réduction de l'excédent de sa balance extérieure est en cours. Encore faut-il analyser le phénomène : tient-il à l'augmentation de la consommation domestique et de l'investissement ? En tout cas, la Chine va dans la bonne direction. **A-t-elle accepté, comme le bruit en a couru, de laisser s'apprécier plus vite son yuan ?**

Là aussi, les choses progressent. **Le sommet de Cannes est-il un échec ?**

Je rapporte de ces deux jours une liste considérable de travaux pour le FMI. Certains sont en cours, comme les programmes en faveur de l'Irlande, du Portugal ou de la Grèce.

L'Italie nous a demandé de travailler avec elle sur un monitoring de sa politique budgétaire et de ses réformes. Je vais y envoyer tous les trois mois une équipe composée sans doute de cinq ou six spécialistes. Nous publierons leurs rapports sur ces questions.

Nos missions sont aussi de long terme. L'ensemble des pays du G20 ont déclaré leur détermination à assurer des ressources suffisantes au Fonds et notre conseil d'administration travaille sur les modalités.

Autre projet : un nouvel instrument financier pour répondre à la demande des pays solides, mais qui subissent des chocs externes. Le G20 l'a endossé dans son principe et je le soumettrai à mon conseil d'administration fin novembre. Ce mécanisme n'est pas destiné à l'Italie ou à d'autres pays de la eurozone. Nous comptons plutôt l'utiliser, si besoin est, dans d'autres zones, comme l'Amérique latine ou l'Asie par exemple.

Enfin, le G20 a validé le rôle du Fonds en matière de surveillance des déséquilibres nés des politiques des grands pays. Clairement, le FMI est désigné comme le gardien de la stabilité.

Je repars donc de ce G20 avec un plan de travail et des ressources. **A Londres, en 2009, il avait été décidé un abondement de 500 milliards de dollars (362 milliards d'euros) pour le FMI...**

Je considère que j'ai obtenu une promesse d'augmentation de nos moyens qui s'adaptera aux circonstances. C'est tout ce qu'il me faut. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
ALAIN FAUJAS
ET ARNAUD LEPARMENTIER

La triple crise de confiance du président du conseil italien

Rome

Correspondant

Difficile de faire confiance à Silvio Berlusconi. Comme l'a suggéré la présidente du Fonds monétaire international (FMI), Christine Lagarde, vendredi 4 novembre à Cannes, « le problème qui est en jeu et qui a été clairement identifié est un manque de crédibilité des mesures qui ont été annoncées » au G20 par l'Italie pour réduire sa dette. Voilà pourquoi le FMI devrait envoyer, « avant la fin du mois », ses experts à Rome « pour vérifier la mise en œuvre des engagements », alors que la troisième économie de la zone euro a été identifiée comme la prochaine victime d'une éventuelle contagion de la crise de la dette.

Pour l'opposition, le « Cavalier », est devenu « un prisonnier sous haute surveillance de la communauté internationale ». Malgré le vote de deux plans d'austérité, en juillet et en août, pour un montant d'environ 150 milliards d'euros, de nombreux doutes subsistent sur sa volonté et sa capacité à les mettre en œuvre.

« Je ne suis pas inquiet », a fanfaronné M. Berlusconi à Cannes. Les attaques contre la dette souveraine ? Un « effet de mode », a-t-il jugé. La crise ? « Les restaurants sont pleins », a répondu le président du conseil. Comme pour le démentir, les taux italiens à dix ans ont atteint un record historique, ven-

dredi, à 6,404 % tandis que la Bourse de Milan lâchait plus de 3 %.

Il n'y a pas qu'à l'international et sur les Bourses que l'on s'inquiète de la crédibilité de M. Berlusconi. Dans les rangs de son parti, il y a aussi une crise de confiance.

Plus de majorité

Jeudi, deux députés du Peuple de la liberté ont annoncé leur intention de rejoindre l'opposition. D'autres parlementaires de la majorité appelés « les mécontents » pourraient suivre. Arrivé au pouvoir avec 344 voix sur 600 élus à l'Assemblée, M. Berlusconi ne dispose plus que de 314 votes sûrs. Arithmétiquement, il peut donc chuter à tout moment.

Dans ces conditions, les mesures anti-crise (cession de biens publics, libéralisation de professions réglementées, simplification des procédures administratives...) sont en péril. Insérées dans un maxi-amendement à la loi de finance, elles devraient être adoptées le 15 novembre au Sénat, mais leur sort est incertain à l'Assemblée. Un vote négatif entraînerait la démission du gouvernement...

« Je ne vois pas en Italie de personnalité capable de représenter les intérêts du pays comme je le fais », a jugé, vendredi, M. Berlusconi, comme pour mieux conjurer une échéance qui apparaît de plus en plus inéluctable. ■

PHILIPPE RIDET



Prodige anglais du lit fait main, Millbrook Beds vous réserve d'inestimables nuits. Fabrication traditionnelle héritée d'un artisanat centenaire, lignes raffinées, finitions élégantes, le plaisir des yeux précède celui du corps, conquis par le soutien d'un nid d'abeilles liant 3 000 ressorts indépendants.

Offrez-vous le plus luxueux des sommeils

EN VENTE À L'ESPACE TOPPER GRAND LITIER

André Renault, Bultex, Dunlopillo, Epéda, Sealy, Simmons, Swiss Confort, Tempur, Treca... les plus grandes marques et des conseils d'experts sur 500 m². 66 rue de la Convention Paris 15^e, 01 40 59 02 10, 7j/7 (10h-19h), M^o Boucicaut, parking gratuit. www.topper.fr

ET SI DANS L'ÉPARGNE, LE BONHEUR DES UNS FAISAIT LE BONHEUR DES AUTRES ?

En épargnant solidaire, vous faites fructifier votre argent tout en participant à la création d'emplois, de logements sociaux, d'activités respectueuses de l'environnement et d'actions de solidarité internationale.

Choisissez l'épargne solidaire : l'épargne qui vous rapporte et qui rapporte aux autres.

SEMAINE DE LA FINANCE SOLIDAIRE 3-10 NOV 2011

www.financial.org - Repartez aussi, également sur

En partenariat avec





Pertes & Profits | Chronique

PAR MARC ROCHE

Bijoux de famille

De Beers

Luttes de pouvoir, problèmes de croissance, faiblesse du principal actionnaire... à l'heure de la mondialisation et de la course au gigantisme, la sauvegarde de l'indépendance d'une entreprise familiale relève de plus en plus de la quadrature du cercle.

La vente, vendredi 4 novembre, par la famille Oppenheimer de sa participation de 40 % dans le groupe diamantifère sud-africain De Beers au conglomérat minier Anglo American souligne la persistance de la règle de la malédiction de la succession au sein des entités familiales. En effet, la première génération, symbolisée par sir Ernest Oppenheimer (1880-1957), qui avait racheté la De Beers en 1888, avait créé le monopole tout puissant de la filière diamant.

Son fils, Harry Oppenheimer (1908-2000), avait assis le pouvoir tentaculaire de cette société, qui détenait le contrôle absolu du marché des brillants, si convoités par les hommes. La troisième génération, représentée par Nicky Oppenheimer, 66 ans, aux commandes depuis 1983, a été contrainte de céder tous les bijoux de la couronne.

En fait, l'héritier de l'empire des gemmes n'a pas eu le choix. Anglo American, dirigé par Cynthia Carroll, voulait mettre à tout prix fin à une structure de participations croisées préjudiciables à la valorisation de sa société en Bourse. Par ailleurs, M^{me} Carroll est confrontée

à la dure rivalité de ses concurrents mondiaux - Rio Tinto, BHP Billiton - ou de groupes miniers des pays émergents.

De plus, au sein de la De Beers, Anglo American pouvait compter sur le soutien de ses hommes liges sud-africains, qui pensaient que le diamantaire avait besoin d'un nouveau coup de souffle. Aujourd'hui, la domination de la De Beers sur la commercialisation du diamant brut est tombée à 40 %, contre 90 % dans les années

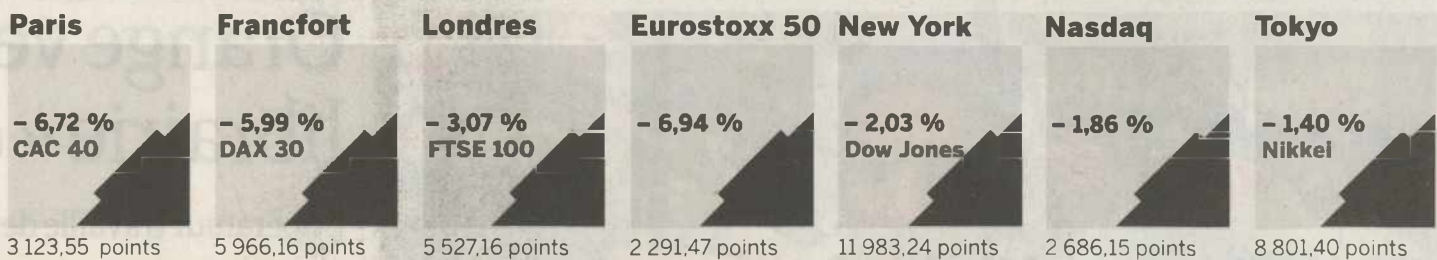
Garder l'indépendance d'une entreprise familiale relève de la quadrature du cercle

1980. Enfin, confrontée aux coups de butoir des géants BHP, Rio Tinto et d'Al Rosa pour le contrôle de cet univers de traditions et de conventions, Anglo American était elle-même vulnérable à une possible OPA.

S'il existe toujours de beaux bastions familiaux, la déconvenue des Oppenheimer montre que les verrous les plus solides peuvent facilement sauter. Seule consolation pour la célèbre dynastie industrielle, cette vente marque un retour aux sources dans la mesure où Sir Ernest avait été le fondateur de l'Anglo American au début du XX^e siècle. ■

roche@lemonde.fr

Retrouvez Pertes & Profits sur le Net : lauer.blog.lemonde.fr



La peur du vide rattrape les Bourses

« On a eu le printemps arabe, on va avoir l'automne européen », estime M. Pichard, de Barclays Bourse

Octobre en novembre ? Après avoir traversé sans encombre ce mois réputé maudit pour les marchés, l'indice new-yorkais S & P 500 réalisant même sa meilleure performance mensuelle depuis 1991, les Bourses ont été gagnées par un brutal accès de fièvre en ces premiers jours de novembre. La faute, encore une fois, aux interminables avanies de la zone euro.

De lundi 31 octobre à vendredi 4 novembre, l'indice CAC40 de la Bourse de Paris a reculé de 6,72 %, à 3 123,55 points. Le DAX francfortois a perdu 5,99 %, le MIB milanais 7,85 % et l'Athex grec 7,46 %. Un peu moins touchés, le Footsie londonien et le Dow Jones new-yorkais ont cédé 3,07 % et 2,03 %.

Annulée lundi soir après la fermeture des marchés, la décision du premier ministre grec, Georges Papandréou, de soumettre à référendum le plan d'aide du 27 octobre a provoqué un énorme choc sur les Bourses européennes.

Le lendemain, Paris dévissait de 5,38 %, sa troisième plus forte baisse de 2011, une année pourtant riche en coups de butoir. Athènes a eu beau faire marche arrière vendredi matin, toute la zone euro s'en est trouvée déstabilisée. A commencer par l'Italie, contrainte d'accepter une mise sous surveillance

du Fonds monétaire international (FMI), fragilisant un peu plus le président du conseil italien, Silvio Berlusconi. « On a eu le printemps arabe, on va avoir l'automne européen », glisse Franklin Pichard, le patron de Barclays Bourse. On a organisé le départ de Papandréou, on prépare celui de Berlusconi... »

Sauve-qui-peut généralisé

Si la Grèce était avant tout un problème européen, l'Italie et sa dette de 1 900 milliards de dollars, la quatrième plus grosse au monde, peuvent, eux, provoquer un choc systémique mondial. De quoi affoler, de Tokyo à Wall Street, toute la planète finance.

Comme à chaque trou d'air, les valeurs bancaires ont été de nouveau les plus affectées à la Bourse de Paris. Car posséder de la dette

L'agence Moody's accroît la pression sur Chypre

L'agence Moody's a abaissé de deux crans, vendredi 4 novembre, la note de la dette de Chypre, de Baa1 à Baa3, la reléguant juste un cran au-dessus de la catégorie « spéculative ». Moody's, qui n'exclut pas de dégrader de nouveau le pays, justifie notamment sa décision par l'existence d'un système bancaire chypriote à la dette grecque. La

souveraine européenne peut s'avérer être un poison mortel, comme l'a montré la faillite, lundi, du courtier américain MF Global. En cinq séances, les actions Société générale, BNP Paribas et Crédit agricole SA ont ainsi respectivement perdu 23,36 %, 15,05 % et 15,03 %.

Preuve du danger, BNP Paribas a, entre juin et octobre, réduit de 28,9 milliards à 16,5 milliards d'euros son exposition aux maillons faibles de l'euro (Italie, Espagne, Grèce, Portugal et Irlande). Des cessations qui ont largement contribué au plongeon de 71,6 % du bénéfice de la banque au troisième trimestre, à 541 millions d'euros.

Le titre Alcatel-Lucent a de son côté perdu 18,59 % en cinq séances, à cause d'un plongeon vertigineux de 17,06 % vendredi : l'équipementier en télécommunications a dû

note de Chypre avait déjà été dégradée d'un cran, le 27 octobre, par Standard & Poor's, sur les mêmes motifs. Moody's évalue le coût pour le gouvernement de la recapitalisation des banques à « au moins 1 milliard d'euros », ce qui entraînerait une hausse de « 5 à 10 points » de son ratio dette/PIB, prévu jusqu'ici à 66,6 % en 2012.

revoir à la baisse, ce matin-là, sa prévision de résultat d'exploitation pour 2011 compte tenu de la détérioration de la conjoncture.

Dans ce sauve-qui-peut généralisé, seules deux valeurs du CAC 40 ont été relativement épargnées et ont pu finir la semaine dans le vert : le fabricant de semi-conducteurs STMicroelectronics (+1,59 %) et le groupe d'électronique et de défense Safran (+1,59 %).

A Wall Street, nombre de valeurs ont également été pénalisées par la crise européenne. Pourtant, les résultats du troisième trimestre s'avèrent excellents : environ 70 % des sociétés ont ainsi publié des bénéfices supérieurs aux attentes. Et la conjoncture continue à s'améliorer, comme l'illustre la baisse du chômage aux Etats-Unis à 9 % de la population active, contre 9,1 % en septembre...

La fièvre européenne n'a toutefois pas empêché le site d'achat en ligne Groupon de réussir, vendredi, son introduction en Bourse, avec un bond de 30,55 %. Il est vrai que l'ex-coqueluche de la Silicon Valley, aujourd'hui minée par des doutes sur son modèle économique, avait tout fait pour réussir ses débuts en ne mettant sur le marché que 5 % de son capital afin de créer un sentiment de rareté... ■

CLÉMENT LACOMBE

Matières premières Au cimetière des chrysanthèmes

C'était leur semaine. Et pas seulement pour honorer la mémoire - au choix - du gouvernement grec de Georges Papandréou, du laxisme budgétaire italien, voire de l'union monétaire à dix-sept. Fête de la Toussaint oblige, tous les cimetières de France ont été recouverts, ces jours derniers, par une seule et même plante : le chrysanthème.

En 2010, quelque 21,3 millions de pots avaient été achetés à la charnière des mois d'octobre et novembre, selon un panel TNS Sofres pour l'établissement public France Agrimer, soit 92 % de

l'ensemble des chrysanthèmes écoulés sur toute l'année. Un marché évalué à 179 millions d'euros.

La tradition est pourtant moins que centenaire. Et typiquement française, même si elle a essaimé un peu dans quelques autres pays européens.

« Tout remonte à l'armistice de 1918 et au besoin de fleurir les tombes des soldats tombés au front », explique Olivier Leroi, du Conservatoire national du chrysanthème à Saint-Jean-de-Braye (Loiret). Les horticulteurs se portent alors sur le chrysanthème. D'abord parce que cette plante fleurit naturellement

tard dans l'année, car elle a besoin de nuits longues pour pousser. Aussi parce qu'elle peut résister au gel sans trop de problème, jusqu'à six semaines, voire plus en pot. »

A mesure du temps, l'arrivée des chrysanthèmes dans les cimetières glisse du 11 novembre à la fête des Morts du 2 novembre, puis au jour férié de la Toussaint.

Produit d'appel

Mais les habitudes de consommation changent, et les volumes de ventes ont tendance à diminuer. « Les Français fleurissent moins de tombes que par le passé.

Ils déposent de moins en moins de chrysanthèmes, par exemple, sur la sépulture d'un parent éloigné », explique Jean-Pierre Tourly, horticulteur dans le Cher et organisateur d'un Salon professionnel spécialisé.

Les chrysanthèmes restent pourtant très bon marché : environ 65 % des pots écoulés en France en 2010 avaient été vendus moins de 8 euros... Notamment parce que la grande distribution, où est acheté plus d'un pot sur trois, a fait des chrysanthèmes un produit d'appel à la veille de la Toussaint.

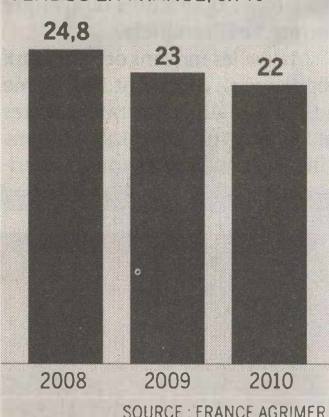
L'érosion des ventes en volume pourrait toutefois être compensée par une croissance en valeur. « Quand ils font le choix de mettre des chrysanthèmes sur une tombe, les Français se portent davantage sur des plantes plus belles ou plus volumineuses », juge M. Tourly.

Reste aussi à espérer, pour les horticulteurs, que le chrysanthème ne soit plus systématiquement associé à la mort. Comme au Japon, où cette plante est devenue au XIII^e siècle l'emblème de la famille impériale. Et où elle est synonyme de joie et de félicité... ■

C.L.

Erosion

PART DES CHRYSANTHÈMES
DANS LE NOMBRE DE POTS
DE PLANTES FLEURIES
VENDUS EN FRANCE, en %



SOURCE : FRANCE AGRIMER

Capitiaux Isabelle Erhart
Au jour le jour

Augrés épisodes de la crise grecque et européenne, le marché des capitaux s'ouvre et se ferme aux entreprises. Ce début novembre s'est révélé épuisant pour les apprentis émetteurs et leurs banquiers. Il s'agissait de ne pas rater les quelques occasions de lever des fonds.

Lundi 31 octobre, au matin, Volkswagen emprunte 1,5 milliard d'euros. Le constructeur automobile a choisi son créneau, car, dès l'après-midi, les rumeurs de référendum en Grèce plombent l'ambiance.

La confirmation de cette intention grecque mène à la chute de mardi sur les places boursières. Un moment de calme, mercredi, et British American Tobacco (BAT) se rue dans l'interstice, empruntant 600 millions d'euros à dix ans.

Jeudi, le premier ministre grec renonce au référendum et la Banque centrale européenne baisse son taux directeur. Faurecia, qui achève à peine sa tournée de présentation aux investisseurs, lance à 18 heures une émission obligataire prévue vendredi matin.

Cet émetteur de la catégorie à

haut rendement place 350 millions d'euros, pour 300 millions initialement prévus et réussit haut la main son opération alors que les équipementiers automobiles, secteur cyclique s'il en est, ne sont pas les plus à la fête en ces temps de doute économique.

Les trois émissions ont rencontré un franc succès. La demande a varié de quatre fois la somme empruntée pour Volkswagen à six pour BAT. Les banquiers le constatent depuis des mois : les investisseurs ont de l'argent à placer, et ils apprécient la dette d'entreprises, dès lors que la signature leur paraît de bonne qualité et le prix proposé correct par rapport aux obligations existantes.

La déconnexion entre la dette souveraine et celle des entreprises non financières est surprenante. La crise des emprunts d'Etat européens pèse déjà sur les banques, les résultats publiés le montrent, et l'on voit mal comment les entreprises échapperaient à la contagion. Mais, pour l'instant, cela ne constitue pas une préoccupation. ■

Taux et changes
Grèce, Italie : la zone euro au supplice

Beaucoup parlent de tragédie. D'autres, cyniques ou lassés par ce feuilleton sans fin, penchent plutôt pour la tragédie. Après chaque sommet extraordinaire de la zone euro, le refrain est pourtant toujours le même : la Grèce est sauvée, la zone euro épargnée. Sauf que rien ne se passe jamais comme prévu. Et que l'inimaginable n'a de cesse de succéder à l'inimaginable...

En décidant d'organiser un référendum sur le plan d'aide européen du 27 octobre, le premier ministre grec, Georges Papandréou, a fait vaciller la zone euro comme jamais. Athènes a eu beau ajourner son projet, vendredi 4 novembre, la déflagration engendrée par cette décision n'en a pas pour autant été neutralisée.

D'abord, parce qu'un tabou est tombé : un pays peut sortir de l'euro. Le droit communautaire ne prévoit certes pas d'abandon de la monnaie unique, mais les discours n'écartent plus une telle issue. « L'euro et l'Europe peuvent survivre » à une sortie de la Grèce, a ainsi déclaré, jeudi matin, le minis-

tre français des affaires européennes, Jean Leonetti. « On ne pourrait pas faire le bonheur des Grecs malgré eux », a expliqué de son côté, également jeudi, le premier ministre luxembourgeois, Jean-Claude Juncker.

Surtout, le coup de poker de M. Papandréou a considérablement fragilisé les autres maillons faibles de la zone euro. A commencer par l'Italie, étranglée par les taux désormais exigés par les marchés pour la finance. Vendredi après-midi, les rendements des obligations transalpines ont atteint le niveau record de 6,404 %, soit presque 2 points de plus qu'au début de l'année et bien au-delà du seuil des 6 %, souvent considéré comme l'entrée dans une zone d'extrême danger.

« Aveu d'échec »

Silvio Berlusconi n'a pas eu le choix. Le président du conseil italien a dû accepter à contrecoeur, vendredi, la mise sous surveillance de son pays par le Fonds monétaire international (FMI), qui super-

visera la mise en œuvre de réformes promises par Rome. Plus moyen désormais de tergiverser, comme en août, quand M. Berlusconi avait renoncé à taxer davantage les très hauts revenus après que la Banque centrale européenne eut donné un peu d'air au pays en achetant de la dette italienne...

L'assistance de l'institution basée à Washington est certes une terrible humiliation. « Un aveu d'échec pour l'Europe », selon Jürgen Stark, le chef économiste démissionnaire de la Banque centrale européenne (BCE). Mais nul ne peut envisager la faillite d'un pays dont la dette publique culmine à 1 900 milliards d'euros... et représente plus de cinq fois celle de la Grèce.

Preuve de la nervosité extrême, les investisseurs se sont d'ailleurs remis comme jamais à faire le tri entre bonne et mauvaise dette au sein de la zone euro. Et la France ne cesse de glisser du mauvais côté. Le spread (écart de rendement) entre les emprunts français à 10 ans et les Bund allemands, les plus sûrs de l'union monétaire, a atteint un nouveau record, jeudi, à

1,358 point de pourcentage ; contre 0,3 point d'écart en mai...

Une éclaircie est toutefois venue, jeudi, de la BCE, avec une baisse inattendue des taux directeurs à cause de perspectives de croissance peu réjouissantes. Mais le nouveau président de l'institution, l'Italien Mario Draghi, a douché ceux qui pouvaient espérer une rupture de politique monétaire. Et notamment un engagement formel à poursuivre, voire à accélérer son programme d'achats d'obligations publiques. Il revient aux Etats, rien qu'aux Etats, a expliqué M. Draghi, de trouver le remède approprié à leurs maux... ■

C.L.

La Société des lecteurs du « Monde »

Cours de l'action

VENDREDI 4 NOVEMBRE : 1,78 euro

Société des lecteurs du « Monde »,
80, boulevard Auguste-Blanqui,
75707 Paris Cedex 05.
Tél. : 01-57-28-25-05.
Courriel : sdl@lemonde.fr

Impuissance au sommet

1 FRANÇAIS



Angela Merkel et Barack Obama
au deuxième jour du G20,
le 4 novembre, à Cannes. DYLAN MARTINEZ/REUTERS

ARNAUD LEPARMENTIER

Dans la grande salle du Palais des festivals où arrivent, ce mercredi 2 novembre, Nicolas Sarkozy et Angela Merkel, se dressent tous les drapeaux. Celui de la Grèce n'est pas du lot. On peut ne pas être membre du G20, tout en étant le roi maudit. Le sommet des grands de ce monde va tourner autour du sort de ce petit pays, qui menace de faire sombrer l'euro et l'économie mondiale. Livide, le couple franco-allemand énonce les conditions imposées au premier ministre Georges Papandréou, qui avait annoncé, lundi 31 octobre, un référendum jugé dévastateur sur le plan de sauvetage de son pays.

Deux jours plus tard, M. Sarkozy achève sa conférence de presse dans le même lieu. Soulagé. « *Les gouvernements peuvent agir et ne sont pas condamnés à subir* », conclut le président. S'ils ont peu agi, au moins ont-ils réagi, alors que ce sixième forum depuis la faillite de Lehman Brothers, en septembre 2008, menaçait de tourner au désastre.

Pourtant, cette grand-messe devait marquer le triomphe international de Nicolas Sarkozy. L'opération avait été préparée de longue date : au sommet de Londres, en avril 2009, le premier ministre britannique Gordon Brown avait fait ce cadeau à son ami français en lui octroyant la présidence du G20 pour 2011... pile avant l'élection présidentielle. En début de semaine, la crise semblait en voie d'être jugulée, jusqu'à l'annonce surprise par M. Papandréou de son référendum.

Branle-bas de combat. Mercredi, Nicolas Sarkozy convoque pour l'après-midi une réunion de calage avec la chancelière allemande, les responsables européens et la directrice générale du FMI, Christine Lagarde, pour définir une riposte commune. Impossible d'annuler ce fichu dîner avec le président chinois Hu Jintao. La réunion européenne finit un peu plus tôt que prévu, et M. Sarkozy peut recevoir son hôte. Le protocole ne suit pas : le chef de l'Etat attend pendant de longues minutes son homologue chinois, dans un silence glacial. M^{me} Lagarde a filé au dîner de gala organisé par la patronne du Medef, Laurence Parisot. La patronne du FMI ne profite pas du champagne, bascule vers l'anglais dans son petit discours, fonction oblige, et réussit l'exploit de ne pas prononcer le nom de la Grèce. Mais elle confie qu'elle

Après avoir
menacé de tourner
au désastre, le G20
de Cannes s'est
achevé sur un bilan
en demi-teinte.
Au cours de ce
sommet chahuté
par la crise grecque,
les dirigeants ont été
contraints de réagir
plutôt que d'agir

n'aime pas déboursier son argent facilement, laissant entendre qu'elle va couper les vivres à la Grèce, puis court rejoindre la réunion de crise avec M. Papandréou.

La discussion est rugueuse. M. Sarkozy se sent trahi par cet homme politique qu'il découvre si politicien. Les Européens ont arrêté leurs conditions avec le FMI : les 8 milliards d'euros attendus par Athènes seront bloqués tant que la situation ne sera pas clarifiée. Athènes a un mois pour se décider avant de tomber en faillite, selon les calculs du FMI. Vers 22 h 30, M. Papandréou s'esquive, après avoir cédé : le référendum aura lieu le 4 décembre et portera finalement sur l'appartenance de la Grèce à la zone euro.

Jeudi matin, Nicolas Sarkozy accomplit son jogging sur la Croisette. Il croise les syndicalistes Jean-Claude Mailly (Force ouvrière) puis François Chérèque (CFDT), venus assister au Labour 20, qui rassemble les syndicalistes de tous les pays. M. Sarkozy les bichonne, mais la crise occulte le versant social du G20, en dépit de la révolte sociale en Grèce et du mouvement des indignés. La chorégraphie diplomatique se poursuit, avec une rencontre de M. Sarkozy avec Barack Obama. Devant la presse, le président américain taquine M. Sarkozy, se réjouissant que sa fille Giulia ressemble plus à Carla Bruni qu'à son père. Nul ne sait s'il faut rire. Auparavant, les deux dirigeants se sont affligés à huis clos de leurs relations difficiles avec le pre-

mier ministre israélien Benjamin Netanyahu. M. Sarkozy a surtout érucé contre M. Papandréou et s'est inquiété de Silvio Berlusconi.

Car dans la nuit de mercredi à jeudi, la tragédie européenne s'est déplacée d'Athènes à Rome. Le président du conseil italien n'a pas obtenu de son gouvernement la validation de son décret anticrise. Chaque jour, la pression des marchés s'accroît. Si l'Italie cède, tout cède. Il faut organiser sa protection. M. Berlusconi est donc convoqué par ses pairs européens dans la matinée.

Vers midi, le G20 commence officiellement. Soucieux, M. Sarkozy accueille ses hôtes avec les honneurs de la garde républicaine. Le président de séance se donne du courage, en saluant la présidente argentine Cristina Kirchner, réélue dès le premier tour. « *Félicitations, on est fiers de toi. Comme quoi, avoir du tempérament, ça sert* », lance le chef de l'Etat à la présidente, qui fustige bien vite l'*« anarcho-capitalisme »*.

La conversation tourne sur la manière de se protéger de la crise de l'euro. « *Bien que la Grèce soit le sujet le plus urgent, s'il y a une contagion à des pays plus grands, nous pourrions finir dans une situation non gérable* », explique en substance M. Obama, qui appelle à bâtir une « *enceinte de protection* ». Chacun y va de son petit couplet, mélange d'angoisse et de commiseration envers la vieille Europe : la dirigeante australienne Julia Gillard énonce « *une vérité dérangeante* » : la meilleure

**La discussion avec
Georges Papandréou est
rugueuse. M. Sarkozy se
sent trahi par cet homme
politique qu'il découvre
si politicien**

manière de convaincre les marchés du sérieux des gouvernements dans leur intention de faire des réformes, c'est de les faire. Le président coréen Lee Myung-bak rappelle les sacrifices de son pays pendant la crise asiatique de 1998, avant de conclure que « *les réformes en valent la peine* ». Bref, les Européens doivent se ressaisir.

L'ordre du jour officiel du G20 passe au second plan. Après la photo de famille, les dirigeants planchent sur le commerce et l'aide au développement. Le fondateur de

Microsoft, Bill Gates, présente les taxes envisageables (tabac, transports, etc.) pour financer le développement, bientôt suivi par le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, qui défend la taxe sur les transactions financières. On en restera là. Il n'existe pas de majorité pour une telle taxe, toutefois mentionnée dans le communiqué final. Dans les couloirs, les organisations non gouvernementales, habituellement si habiles à mobiliser les médias, sont mi-figue, mi-raisin. Ce sommet n'est pas le leur. « *Les ONG sont déçues, je le comprends* », dit M. Sarkozy, convaincu, à juste titre, que leurs dossiers ont progressé « *plus qu'elles ne l'imaginaient* ».

Au dîner du jeudi, le Britannique David Cameron présente son rapport sur la gouvernance mondiale : avec M. Sarkozy, il veut un secrétaire général permanent du G20. Les deux hommes sont minoritaires, face aux Chinois, aux Américains, aux Indiens et aux Allemands : les G20 resteront donc informels. La présidente brésilienne Dilma Rousseff et son homologue mexicain Felipe Calderon s'inquiètent des monnaies sous-évaluées. Le communiqué du G20 renvoie à 2015 pour la flexibilité du yuan, la devise chinoise, qui n'est pas citée.

Entre-temps, le référendum grec a sombré avec les soubresauts politiques à Athènes. Retour à la case italienne et au renforcement du Fonds européen de stabilité financière (FESF) censé voler au secours des Etats européens en difficulté. M. Obama est convié à une réunion des Européens et du FMI. Vers une heure du matin, M. Sarkozy s'apprête à aller dormir. Il a reçu quelques journalistes. M^{me} Merkel a tenu sa traditionnelle causerie avec la presse allemande et la voici qui rentre dans le bar de l'Hôtel Majestic. Les deux dirigeants, qui baragouinent l'anglais, vont partager un verre. L'Europe ne survivra que si les deux pays restent d'un bloc, estiment-ils.

Les sherpas, les conseillers des dirigeants, ont travaillé dans la nuit, mais les conclusions du G20 ne sont toujours pas achevées. Le renforcement du FESF patine, tandis que M. Berlusconi renâcle à accepter la supervision du FMI. M^{me} Merkel l'exige, qui voudrait même que l'Italie demande une ligne de crédit. Ce manège retarde d'une heure la séance plénière qui ne commence qu'à 10 heures, vendredi : à l'ordre du jour, la régulation financière, le climat et l'agriculture. Les débats ont été

débroussaillés par les ministres. Jacob Zuma, le président sud-africain, débute son discours, perd ses feuilles, laisse la parole à autre orateur... puis reprend son discours depuis le début. Le conclave aborde les normes sociales. « *Je ne suis pas socialiste* », commente M. Sarkozy, avant de s'emporter contre les pays qui ne ratifient pas les normes de l'organisation internationale du travail : « *C'est scandaleux* ». Lorsqu'on passe aux rémunérations des banquiers, le président français s'enflamme : « *Moi aussi dans le futur, je voudrais gagner de l'argent* », lâche-t-il, avant de fustiger « *l'immoralité* » des financiers.

Le G20 s'achève par un déjeuner avec des œufs pochés en entrée puis de la lotte. Les émergents refusent de payer immédiatement pour l'Europe, le renforcement du FMI n'aura pas lieu avant février. Mais à l'invitation de M. Sarkozy, M^{me} Merkel expose les acquis de ces deux journées : le référendum grec est aux oubliettes, l'Italie sera sous le contrôle du FMI. M. Berlusconi, qui veut sauver la face, explique que le FMI intervient à sa demande. Il ne comprend pas l'acharnement des marchés, lui qui a toujours payé ses dettes.

Il en est ainsi, et M. Sarkozy poursuit, s'adressant à M. Obama. « *Barack, tu as travaillé beaucoup avec nous, tu comprends la complexité. Je voudrais que tu l'expliques aux autres* ». Le président américain donne alors un petit cours d'institutions européennes à l'assistance. Les Européens « *se sont moqués de moi en disant que j'avais eu un cours accéléré de politique européenne* », dira plus tard M. Obama.

Enfin, il faut aller devant la presse. « *Quel message voulons-nous envoyer ?* », demande l'Australienne M^{me} Gillard. M. Sarkozy expose les éléments à mettre en avant. Ils sont sans doute trop complexes pour être expliqués en détail aux Français, d'autant que, M. Sarkozy le sait, rien n'est réglé définitivement. « *Ce n'est pas un sprint, c'est un marathon* », résumera le président de la Commission Barroso. M. Sarkozy a donc choisi un autre mode de communication pour clore sa présidence du G20. Avec M. Obama, il a organisé une cérémonie à la mairie de Cannes. Dans la foule, il enregistre avec lui, c'est une première, un entretien diffusé dans les journaux de 20 heures de TF1 et France2. Deux présidents, deux candidats. « *He's very competitive* », assure M. Obama à propos de M. Sarkozy. Les téléspectateurs-électeurs n'ont entendu que la traduction française : « *Il n'aime pas perdre* ». ■



L'air du monde | Chronique

PAR SYLVIE KAUFFMANN

Conseils d'amis,
d'une crise à l'autre

La photo, pratiquement, se passait de légende. C'était le 15 janvier 1998, les « tigres » de l'Asie du Sud-Est, terrassés par une crise monétaire et financière dévastatrice, avaient cessé de rugir. Dans la résidence présidentielle à Jakarta, le président Suharto recevait le directeur général du Fonds monétaire international (FMI), Michel Camdessus, qui lui apportait un document à signer. Ce document allait sceller le sort du dictateur indonésien : l'accord sur le sauvetage de l'économie de son pays posait comme conditions au prêt du FMI une série de mesures d'austérité et de restructurations draconiennes. Quatre mois plus tard, Suharto était acculé à la démission, sous la pression de la rue. Jakarta se révoltait et mettait fin à un règne de trente-deux ans,

pendant lequel la famille Suharto et ses amis s'étaient très largement servis dans les caisses de l'Etat. Le photographe a fixé le moment où Suharto, penché, signe le document. Derrière lui, debout, Michel Camdessus le regarde faire, les bras croisés. Dans le contexte d'humiliation que constituait cette mise sous tutelle de l'économie indonésienne par une institution aux mains des Occidentaux, le cliché passa à la postérité comme le symbole de l'impérialisme de l'homme blanc imposant sa loi au tiers-monde. Dix ans plus tard, dans une lettre adressée au *Financial Times*, celui qui était à l'époque le directeur de la Banque mondiale pour l'Indonésie, Dennis de Tray, a tenu à rétablir la vérité. « Ni le FMI, ni l'Indonésie, ni Suharto n'avaient vraiment le choix, écri-

vit-il. L'Indonésie traversait une crise de leadership, pas de gestion économique. La seule chance que nous avions de sortir le pays de l'ornière, hormis le départ de Suharto qui, en janvier, n'était pas envisageable, était de mettre en œuvre un train de réformes bien au-delà de ce que les marchés attendaient. Ce plan a échoué parce que les Indonésiens, à juste titre, ont deviné que Suharto n'appliquerait pas les réformes. »

Quant à Michel Camdessus, l'auteur de la lettre juge l'accusation portée contre lui sur cette photo « profondément injuste » : « Il se tenait là parce qu'on le lui avait demandé et, comme moi, il a toujours les bras croisés quand il est debout. »

Le FMI, on s'en doute, n'a donc pas laissé que des bons souvenirs aux Asiatiques. En privé – mais seulement en privé – leurs dirigeants laissent parfois échapper, avec toute la retenue qu'on leur connaît, une once de ressentiment à l'égard des donneurs de leçons occidentaux. C'était l'époque glorieuse du « consensus de Washington », celle de l'idéologie de la croissance par la libéralisation, et il fallait s'y plier. Mais cette once de ressentiment se change, ces jours-ci, en sourire entendu – toujours avec la même rete-

nue – lorsque l'on évoque avec nos amis asiatiques la crise grecque et les tourments de la zone euro. Et ce sourire-là veut dire : nous sommes passés par là ; maintenant, c'est votre tour. Oui, ça fait mal... mais on se sent tellement mieux après !

Le fait est que, ayant pris toutes les mesures qui s'imposaient pour surmonter la crise de 1997-1998, ayant considérablement augmenté le niveau de leurs réserves afin de ne plus jamais avoir à repasser sous les fourches caudines du FMI, ayant même créé, pour certains d'entre eux, leurs propres fonds souverains, les pays asiatiques sont aujourd'hui dans une position infiniment plus confortable que la nôtre.

Le président indonésien actuel, Susilo Bambang Yudhoyono, dit « SBY », illustre assez bien ce retournement. Elu démocratiquement en 2004, très bien réélu en 2009, il dirige un pays « émergent » de 240 millions d'habitants qui affiche encore un taux de croissance de 6,6 %, et dont la robustesse de la demande intérieure, alliée à une solide accumulation de réserves, lui permet d'affronter cette crise mondiale avec une relative sérénité : SBY n'est plus du genre à se courber devant

le FMI. En route pour le G20 de Cannes, il a participé, à Paris, au lancement de la version française d'un livre sur son « art de gouverner » : *Vouloir, c'est pouvoir !* par son ancien porte-parole, Dino Patti Djalal, aujourd'hui ambassadeur à Washington. L'ouvrage, on s'en doute, n'est pas franchement critique. Mais il rappelle utilement que l'Indonésie a remboursé toutes ses dettes au FMI avec quatre ans d'avance, en 2006. Demandez à SBY, à la veille du G20, s'il s'apprête à sauver l'euro et vous lui arracherez un éclat de rire, vite suivi de la réponse convenue sur l'effort collectif attendu à Cannes. Son ministre des finan-

diale, à Washington. Elle aussi, à propos de la crise actuelle, évite soigneusement les mots qui blessent. « Cette anxiété perceptible aux Etats-Unis et en Europe, nous l'avons connue en 1998, dit-elle. On a toujours dit aux pays en développement qu'ils devaient gérer sainement leur macroéconomie, ils ont retenu la leçon. Maintenant, cette leçon peut servir à d'autres. »

Coincidence ? Quelques jours avant le livre sur SBY, une autre édition en français était présentée à Paris : celle des mémoires de Lee Kuan Yew, le père fondateur de Singapour, l'homme qui a symbolisé le miracle asiatique. Le chapi-

« Les pays avancés doivent mener à bien des réformes structurelles, et c'est vrai, c'est difficile »

Agus Martowardojo

ministre indonésien des finances

ces, Agus Martowardojo, est un peu plus disert. Il y a une différence entre la crise asiatique et la crise européenne, explique-t-il : à la fin des années 1990, les économies européennes et américaine étaient fortes et pouvaient tirer l'Asie. « Cette fois-ci, c'est vraiment dur pour tout le monde », commente-t-il, indulgent. Avec, au passage, ce conseil d'ami : « Les pays avancés doivent mener à bien des réformes structurelles, et c'est vrai, c'est difficile. Il faut être fermement engagé pour réussir. » La pré-décesseur de M. Martowardojo au ministère des finances, Sri Mulyani Indrawati est aujourd'hui directrice générale de la Banque mon-

tre sur la crise financière en Asie a été écrit en 1999. Lee Kuan Yew y prédit que la corruption sera difficile à éradiquer, mais qu'avant dix ans, les « tigres » asiatiques auront rebondi, plus minces, plus sains, plus forts.

George Yeo, ex-chef de la diplomatie singapourienne, ne voit, lui, « aucun motif de jubilation » dans la crise européenne, « qui a un impact très négatif sur l'Asie ». Les crises, il le sait d'expérience, « on en sort ou plus fort, ou plus faible. Les choix que feront les Européens dans les mois à venir seront fatidiques ». Pour tout le monde. ■

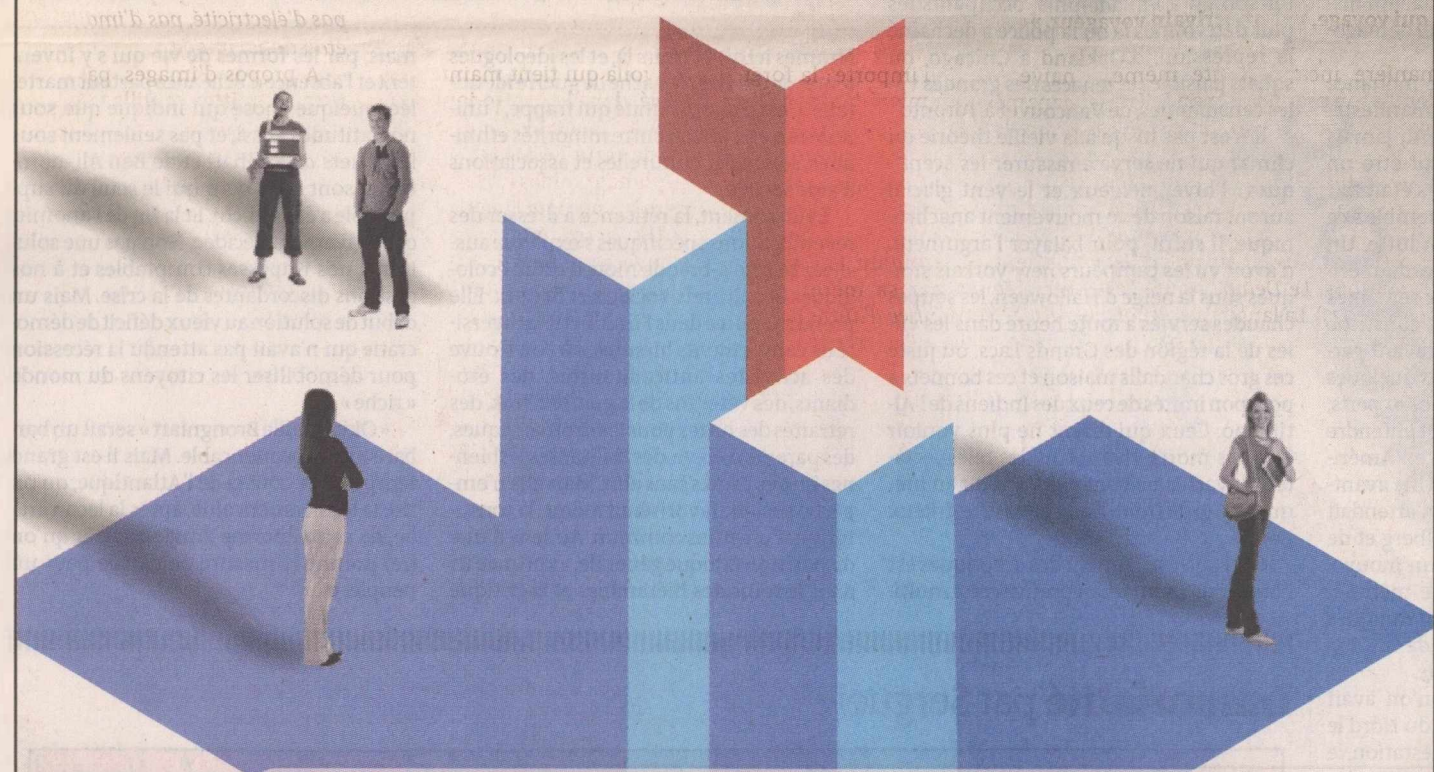
kauffmann@lemonde.fr

Le salon
Grandes Écoles

SAMEDI 19 ET DIMANCHE 20 NOVEMBRE 2011

PALAIS BRONGNIART

BOURSE DE PARIS - MÉTRO BOURSE

TOUT SAVOIR POUR CHOISIR
VOTRE GRANDE ÉCOLE

Elèves en classe de première ou terminale, élèves de classes prépa, étudiants bac + 2 ou niveau licence, parents d'élèves, professeurs : venez découvrir les conférences, programmes, admissions et débouchés des écoles de commerce et d'ingénieurs.

ENTRÉE GRATUITE. Inscrivez-vous vite !

www.salon-grandes-ecoles.com

Samedi de 11 h 30 > 19 h

Dimanche de 10 h > 18 h



Organisé par

Le Monde | Télérama | Courrier

DES IPAD 2 À GAGNER



STÉPHANE
LE FOLL
député européen
PS
JÉRÔME
CHARTIER
député UMP
du Val-d'Oise

FRANCE INTER
« LE MONDE »
PUBLIC SÉNAT
AVEC
DAILYMOTION

Les débats de la présidentielle

Face à la crise, quelles
réponses politiques ?

GOUVERNEMENT ÉCONOMIQUE

Stéphane Le Foll, député européen (PS) : « Il y a une démission du politique dans le sens où, à l'échelle de l'Europe aujourd'hui, il n'y a pas de lieu de débat politique. Et la tentation, facile, qui s'installe, c'est de renvoyer à des sanctions ou à des actes juridiques des choix qui devraient d'abord être politiques. Je m'explique : si on considère que le déficit public et l'endettement sont des problèmes qu'on doit pouvoir gérer ensemble, nous avons deux options. Celle qu'a choisie l'Allemagne : une règle d'or partout et, si elle n'est pas appliquée, une sanction par la Commission européenne. Ou il y a la deuxième voie – celle que nous défendons : ces questions doivent se traiter dans des lieux politiques pour pouvoir discuter, harmoniser, coordonner les politiques à l'échelle européenne. (...) On a besoin d'une gestion politique de l'Europe. »

Jérôme Chartier, député du Val-d'Oise (UMP) : « Elle existe déjà. Qu'est-ce qu'il s'est passé le 21 juillet [lors du sommet européen] ? La zone euro a mis en place une organisation pour gouverner économiquement la zone avec des éléments de convergence budgétaires et avec le fonds européen de stabilité financière. (...) Ce fonds, c'est la base de la gouvernance économique. Deux chiffres : la part de la France dans le fonds de stabilité financière, c'est 21 %, la part de l'Allemagne 27 %. Les deux, c'est 48 %, presque la majorité. Bref, lorsque Angela Merkel et Nicolas Sarkozy se réunissent, c'est pratiquement la moitié du fonds européen qui se réunit, donc on a bien la base de la gouvernance économique de la zone euro. »

UN RÉFÉRENDUM EN FRANCE ?

J. C. : « Est-ce qu'on a véritablement le choix ? C'est la vraie question. Or si on considère qu'on n'a pas le choix, à quoi bon faire un référendum pour de toute façon choisir entre : doit-on faire des économies ou doit-on faire des économies ? (...) Aujourd'hui, les circonstances exigent une réduction des dépenses et des déficits. C'est ce qui va être mis en œuvre dans quelques jours pour un second volet parce que c'est nécessaire. »

S. L. F. : « La démocratie, le référendum sont utiles. Il y a des moments, il y a des grands choix qui engagent pour le long terme et il faut pouvoir consulter le peuple dans ces moments-là. Sauf que vous n'êtes pas sans savoir que, l'année prochaine, il y a une échéance démocratique majeure avec une présidentielle suivie de législatives. Je ne vois pas comment expliquer qu'on va s'engager dans un référendum alors qu'il y a une élection l'année prochaine. » ■

PROPOS RECUEILLIS PAR MATTHIEU ARON,
LUC BRONNER ET GILLES LECLERC

« Les débats de la présidentielle » : tous les vendredis, à 18 h 20, sur France Inter, Public Sénat et Dailymotion.